

Délinquance enregistrée en 2019 : à l'exception des cambriolages et des vols non violents, davantage d'infractions commises dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

De la même manière que pour les lieux de résidence des personnes mises en cause par la police et gendarmerie nationales¹, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) – en partenariat avec l'Insee – géolocalise les adresses de commission des infractions enregistrées par les forces de sécurité. Cette source permet notamment d'étudier la délinquance enregistrée dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) (hors Mayotte, hors collectivités d'outre-mer), ici pour l'année 2019.

DAVANTAGE DE DÉLINQUANCE DANS LES QPV QUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE, À L'EXCEPTION DES CAMBRIOLAGES ET DES VOLS SANS VIOLENCE CONTRE DES PERSONNES

À l'exception des cambriolages et des vols sans violence contre des personnes, en 2019, le nombre d'infractions enregistrées par habitant est, en moyenne, plus élevé en QPV que sur l'ensemble du territoire national pour les crimes et délits considérés (tableau 1).

Toutefois, les QPV appartenant, par construction, à des unités urbaines d'au moins 10 000 habitants, leur situation doit être replacée dans leur contexte urbain. En effet, la plupart des taux de délinquance augmentent avec la taille des agglomérations², et ceci dans tous les territoires, qu'ils soient ou non concernés par la politique de la ville. Ainsi, il est plus pertinent de comparer les QPV avec l'ensemble des agglomérations de plus de 10 000 habitants afin de limiter cet effet d'urbanisation, en particulier en ce qui concerne les vols de véhicules et les vols dans les véhicules et d'accessoires sur les véhicules. Si leurs nombres par habitant sont plus élevés dans les QPV (respectivement 2,6 ‰ et 5,3 ‰) que sur l'ensemble du territoire (2,1 ‰ et 5,3 ‰), ils demeurent inférieurs à ceux des unités urbaines de plus de 10 000 habitants (2,7 ‰ et 6,7 ‰). En outre, le taux constaté en QPV pour certaines infractions est supérieur à celui des unités urbaines de plus de 10 000 habitants : les coups et blessures volontaires intrafamiliaux (+ 1,2 point entre le taux observé dans les QPV et celui observé dans les moyennes et grandes unités urbaines), les coups et blessures volontaires en dehors du cadre familial (+ 0,8 point), les vols violents sans arme (+ 0,7 point).

La différence est notamment marquée pour les vols sans violence contre les personnes (+ 5,6 points entre le taux observé dans les QPV et celui observé dans les unités urbaines de moins de 10 000 habitants), ou encore les coups et blessures volontaires dans et hors cadre familial (respectivement + 1,9 point et + 2,0 points), les vols dans les véhicules et d'accessoires sur les véhicules (+ 2,0 points) ou les vols de véhicules (+ 1,2 point).

LES VOLS VIOLENTS AVEC OU SANS ARMES, LES COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES ET LES HOMICIDES PLUS FRÉQUENTS EN QPV

Pour plusieurs types de crimes et délits, le nombre d'infractions enregistrées par habitant est nettement plus élevé dans les QPV que dans les autres quartiers des unités urbaines qui englobent les QPV (graphique 1). C'est notamment le cas pour les homicides, les vols violents avec ou sans arme, les coups et blessures volontaires (dans et en dehors du cadre familial), les viols (dans et en dehors du cadre familial) et les agressions et harcèlements sexuels intrafamiliaux, qui sont de 1,2 à 2,0 fois plus fréquents dans les QPV que dans leurs unités urbaines englobantes.

En revanche, pour les vols sans violence contre des personnes, agressions et harcèlements sexuels en dehors du cadre familial, les vols de véhicules ou liés aux véhicules et les cambriolages de logement, les taux d'infraction par habitant sont inférieurs dans les QPV relativement aux autres quartiers des unités urbaines englobantes.

1. Fiche « délinquance enregistrée », rapport 2019 de l'enquête Cadre de vie et sécurité du SSMSI.

2. Pramil J. (2016), « Les vols en France : une répartition centrée sur les grandes agglomérations », Interstat Analyse n°14, SSMSI, décembre

Tableau 1

Nombre d'infractions enregistrées pour 1 000 habitants par zone géographique

Type d'infraction	QPV	Unités urbaines comportant des QPV (dont QPV)	Unités urbaines comportant des QPV (hors QPV)	Ensemble hors unité urbaine	Petites unités urbaines (moins de 10 000 habitants)	Moyennes et grandes unités urbaines (10 000 habitants et plus)	France entière hors Mayotte
Agressions et harcèlements sexuels en dehors du cadre familial	0,4	0,4	0,4	0,2	0,3	0,4	0,4
Agressions et harcèlements sexuels intrafamiliaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cambriolages de logement	2,2	4,2	4,5	2,7	2,8	4,1	3,6
Coups et blessures volontaires en dehors du cadre familial	3,3	2,6	2,4	0,7	1,3	2,5	1,9
Coups et blessures volontaires intrafamiliaux	3,4	2,2	2,0	1,2	1,5	2,2	1,9
Homicides	0,03	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01
Viols en dehors du cadre familial	0,3	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2
Viols intrafamiliaux	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Vols avec armes	0,3	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2	0,1
Vols dans/sur véhicules	5,3	6,9	7,2	2,3	3,3	6,7	5,3
Vols de véhicules	2,6	2,7	2,8	1,0	1,4	2,7	2,1
Vols sans violence contre des personnes	10,7	15,2	15,9	2,9	5,1	14,7	10,9
Vols violents sans arme	2,5	1,9	1,9	0,1	0,2	1,8	1,2

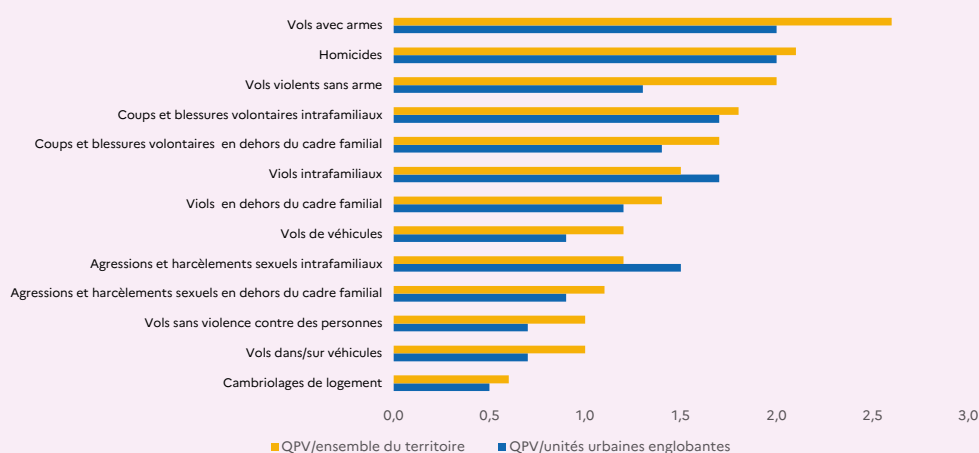
Source : SSMSI, base géolocalisée des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population 2013.

Champ : France hors Mayotte hors collectivité d'outre-mer, année 2019.

Note de lecture : en moyenne en 2019, dans les QPV, 2,2 cambriolages sont enregistrés pour 1 000 habitants, contre 4,1 pour les moyennes et grandes unités urbaines de plus de 10 000 habitants et 3,6 pour l'ensemble de la France (hors Mayotte hors collectivités d'outre-mer).

Graphique 1

Écarts relatifs entre le nombre d'infractions par habitant commises dans les QPV et le nombre d'infractions par habitant sur l'ensemble du territoire d'une part, et le nombre d'infractions par habitant dans les autres quartiers des unités urbaines qui englobent les QPV d'autre part



Source : SSMSI, base géolocalisée des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population 2013.

Champ : France hors Mayotte hors collectivité d'outre-mer, année 2019.

Note de lecture : en 2019, le nombre de vols avec armes par habitant est en moyenne 2,6 fois plus élevé dans les quartiers prioritaires que sur l'ensemble du territoire, et 2,0 fois plus élevé que dans les autres quartiers des unités urbaines qui les englobent.

Le nombre de personnes mises en cause par habitant pour des crimes ou des délits enregistrés par les services de sécurité est nettement plus élevé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Dans le cadre des travaux sur la délinquance enregistrée¹, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) – en partenariat avec l'Insee – géolocalise (encadré 1) les lieux de résidence des personnes mises en cause (encadré 2) pour des crimes ou des délits enregistrés par la police et la gendarmerie nationales. L'analyse de ces données, qui recouvre l'ensemble de la France à l'exception de Mayotte et des collectivités d'outre-mer, permet notamment de mesurer le ratio – dans une population donnée – de personnes mises en cause par les forces de sécurité selon leur lieu de résidence. Elle complète ainsi les travaux existants sur la délinquance dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), qui montrent à la fois une plus forte victimation des habitants de QPV et un sentiment d'insécurité plus prégnant dans ces quartiers².

DES RATIOS NETTEMENT PLUS ÉLEVÉS POUR LES HABITANTS DE QPV, NOTAMMENT POUR LES VOLS VIOLENTS

Pour toutes les formes de délinquance considérées³, le ratio de personnes mises en cause (encadré 3) dans la population des QPV est, en moyenne, systématiquement plus élevé que le ratio national et que dans les autres quartiers des unités urbaines qui englobent ces QPV (graphique 1).

La surreprésentation des habitants des QPV parmi les mis en cause est maximale pour les vols violents, avec ou sans arme : le ratio de personnes mises en causes est 3,8 fois (avec arme) et 3,6 fois (sans arme) plus élevé en QPV pour ce type d'atteintes par rapport à celui observé sur l'ensemble de la population.

Le ratio de mis en cause y est également 2,0 à 2,8 fois plus élevé pour les homicides, les vols de véhicules, les cambriolages de logement, les coups et blessures volontaires en dehors du cadre familial et les vols simples.

Enfin, pour les violences sensibles (sexuelles ou intra-familiales), le ratio de personnes mises en cause dans les QPV est plus élevé de 1,2 à 1,8 fois, mais ces écarts sont moins marqués que pour les autres types d'atteintes.

Ainsi ces quartiers, marqués par de forts taux de victimation et de délinquance enregistrés par les forces de sécurité, mais aussi par un sentiment d'insécurité prégnant, ont des ratios de personnes mises en cause particulièrement élevés.

1. Rapport ONPV 2019, fiche 3.5 « délinquance enregistrée »

2. Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2019, SSMSI. Les victimations sont notamment les atteintes aux personnes et aux biens, portées ou non à la connaissance des forces de sécurité sur une période donnée.

3. Il s'agit de la quasi-totalité des formes de délinquances présentées chaque année dans le Bilan annuel de la délinquance enregistrée publié par le SSMSI

ENCADRÉ 1 - GÉOLOCALISATION DES PERSONNES MISES EN CAUSE

La comptabilisation des personnes mises en cause dans des territoires spécifiques, comme les quartiers prioritaires de la politique de la ville, nécessite le géocodage des adresses de résidence de ces personnes. Les adresses utilisées, récoltées dans les systèmes d'information de la police nationale et de la gendarmerie nationale, sont disponibles sous forme de champs textuels remplis à la main par les policiers/gendarmes. La précision et la qualité de ces adresses sont donc variables : elles dépendent notamment des connaissances à disposition des agents lors de la rédaction de la procédure, ou encore tout simplement de l'existence d'une résidence fixe attribuable à l'auteur présumé. L'opération de géocodage de ces adresses génère également de l'imprécision mais n'induit pas de biais (Pour plus de détails, voir Pramil J. (2020), « Une plus forte concentration de personnes mises en cause dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville », *Interstat Analyse* n°30, SSMSI, décembre).

ENCADRÉ 2 - DÉFINITION DE « MIS EN CAUSE »

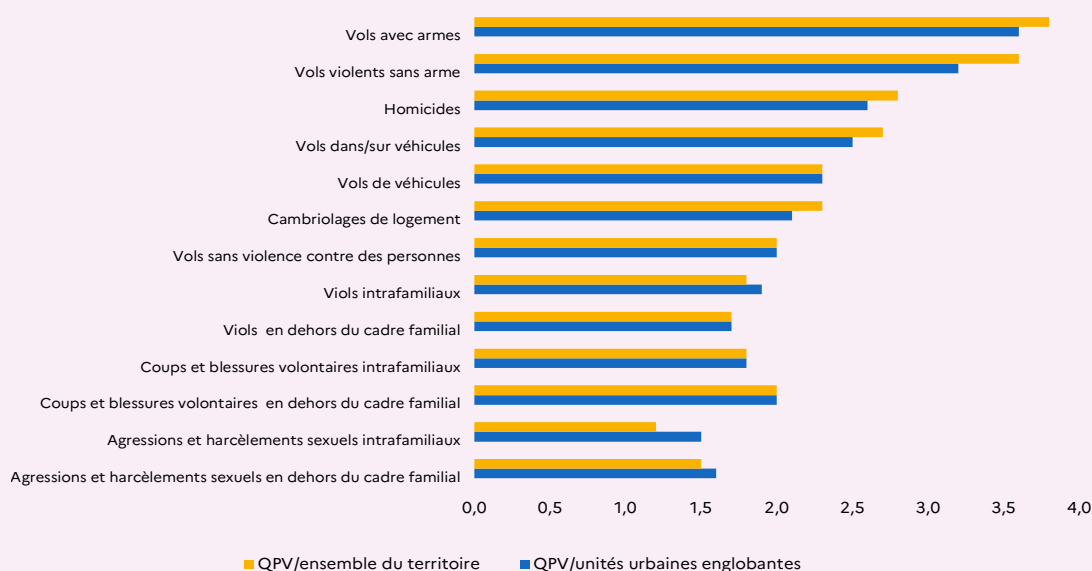
Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées, quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable que cette dernière ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. La personne est alors « mise en cause ». Une personne mise en cause n'est pas nécessairement coupable : la détermination de la culpabilité incombe aux autorités judiciaires.

ENCADRÉ 3 - LE RATIO DE PERSONNES MISES EN CAUSE PERMET ÉGALEMENT D'APPRÉHENDER LA DÉLINQUANCE D'UN TERRITOIRE ET COMPLÈTE LE TAUX D'INFRACTION

Sur un territoire et une période donnés, le ratio de personnes mises en cause correspond au nombre de personnes mises en cause par les forces de sécurité rapporté au nombre d'habitants. Un individu réitérant est comptabilisé autant de fois que les forces de sécurité le mettent en cause, y compris pour des faits différents, faute de disposer d'un identifiant unique des personnes dans les systèmes d'information de la police et de la gendarmerie. Ainsi, la présence de réitérants parmi les habitants d'un territoire augmente le ratio de personnes mises en cause sur ce territoire. Le ratio ainsi calculé ne reflète pas l'ensemble de la délinquance : les auteurs d'infractions échappant aux forces de sécurité ne sont pas comptabilisés dans ce ratio. Cette proportion varie d'ailleurs en fonction du type de délinquance considéré.

Graphique 1

Rapport entre le ratio de personnes mises en cause qui résident en QPV et le ratio national d'une part, et le ratio des autres quartiers des unités urbaines qui englobent les QPV d'autre part



Source : SSMSI, base géolocalisée des personnes mises en cause par les forces de sécurité – Insee, recensement de la population 2013.

Champ : France hors Mayotte hors collectivité d'outre-mer, année 2019.

Note de lecture : en 2019, pour des faits de vols violents sans arme, le ratio de personnes mises en cause par les forces de sécurité est 3,6 fois plus élevé pour les personnes qui résident en QPV que le ratio calculé pour l'ensemble de la population, et 3,2 fois plus élevé que celui des autres quartiers des unités urbaines qui les englobent.